

Les trois collectifs "Gardons la ligne", "Ecomobilité" et "Quicury" étaient à nouveau présents ce jeudi soir 20 février dans la pénombre et devant la communauté de communes du Pays de L'Arbresle. Avant l'entrée au conseil communautaire des élus, ils voulaient rappeler que leurs projets d'aménagement du territoire sont toujours autant "climaticide" et destructeur de la biodiversité. Il n'y a pas d'écoute constructive ni de dialogue avec les trois collectifs sur les enjeux locaux et planétaires : toujours la même obsession d'artificialiser les terres et de construire de nouvelles routes et une ligne ferroviaire à l'arrêt sans conviction pour la défendre.

Des projets brûlants

Pendant qu'un millier de scientifiques appellent les citoyens à se manifester de façon plus radicale pour encourager les alternatives au réchauffement climatique, les décideurs locaux et nationaux refusent de changer de cap. Ils défendent coûte que coûte leurs projets fortement émetteurs de gaz à effet de serre et par conséquent "brûlant" pour notre environnement local et planétaire. Le collectif Gardons la ligne a plusieurs fois interpellé par courrier la vice présidente aux transports Nicole Papot pour connaître les solutions financières apportées au démarrage des travaux de la ligne ferroviaire conduisant aux carrières dans la vallée de la Brevenne. Des réponses évasives sans contenu sérieux ont été communiquées, alors que les collectifs citoyens et les entreprises des carrières attendent un calendrier pour encourager les acteurs politiques et économiques à réaliser ces travaux.

La CCPA laisse trainer le dossier bien que le président Pierre Jean Zannettacci ait annoncé vouloir budgéter les sommes complémentaires, que le député Thomas Gassilloud ait interpellé la ministre à la transition écologique et solidaire à l'Assemblée nationale, que les communes aient voté des vœux pour le maintien de la ligne, que le président de Région ait réservé 5 Millions d'euros pour les travaux, sans oublier les plus de 10 000 citoyens qui ont signé la pétition pour conserver le train dans la vallée de la Brevenne.

Au lieu d'encourager cette mobilisation, le président de la communauté de communes se mobilise à la création d'un syndicat pour trouver les financements nécessaires à la construction de nouvelles routes et faciliter le transit de 10 000 camions supplémentaires dans la vallée de la Brevenne en provenance des carrières. Toujours plus de béton et de pollution qui contribueront au réchauffement climatique.

Des manœuvres obscures

Quant à la vallée de la Turdine, sitôt l'autorisation environnementale préfectorale accordée le 3 janvier dernier, le SMADEOR a publié le 22 janvier un appel d'offres pour la réalisation de la zone activités des BOUDES ! Le collectif citoyen Quicury hallucine car il y est déclaré qu'une "révision du PLU de St Romain de Popey est en cours" alors que ce PLU n'existe même pas. L'appel d'offres a été discrètement publié sur le site de référence de la communauté de communes du Pays de l'Arbresle alors que St Romain de Popey dépend de la Communauté de l'Ouest Rhodanien ! Il n'y avait pas d'appel d'offres publié sur le site de la COR pour St Romain de Popey !

Concernant les évaluations environnementales présentées dans les dossiers SMADEOR et ARGAN, elles ne comportaient pas étude sur la population et la santé humaine. Ces

prétendus études se sont résumées à de simples déclarations. D'ailleurs, aucun cabinet spécialisé n'est venu apposer sa signature au bas d'un document. Le collectif de médecins engagés localement avaient souligné cette carence.

Le président de la COR, Monsieur Mercier, annonce à présent l'abandon du projet pour un autre aussi dévastateur sans la moindre concertation avec la population et sans tirer la moindre leçon de la mobilisation citoyenne qui souhaitent développer des projets en adéquation avec le maintien de l'agriculture, la création d'emplois pérennes et la prise en compte d'une qualité de vie. GERFLOR s'installerait sur 20 hectares, justifiant à nouveau l'artificialisation des terres agricoles plutôt que de réhabiliter des friches industrielles. L'abandon du projet ID LOGISTICS résulte d'un camouflet infligé par l'état à nos élus locaux puisqu'il est écrit en toutes lettres dans la presse que "l'état n'a pas suivi", conformément aux propos du Préfet de région qui affirmait la nécessité de "ménager le foncier" et que le président de la république insistait, au mois de juillet dernier, sur la nécessité de "non-artificialisation nette des terres" agricoles. Sans aucune vision sur l'avenir coopératif et durable des territoires, monsieur Mercier répond par des petites phrases politiques stériles : « *Nous n'aurons pas les emplois, mais nous aurons les camions, puisque les consommateurs sont dans la Métropole* »

Durant le conseil communautaires de ce jeudi, la CCPA a voté la vente de nouvelles terres au SMADEOR, proches de Sarcey, pour la construction de nouveaux bâtiments logistiques sans réfléchir à recentrer les activités industrielles sur un même espace. Seront ainsi, une fois de plus, multipliés les transports en camion, nécessitant de nouvelles routes, de nouvelles artificialisations, sans résoudre la pollution croissante.

Equipés de banderoles et d'affiches devant l'entrée du conseil communautaire, les représentants des trois Collectifs citoyens ont assuré une présence silencieuse, accompagné d'un texte remis à chaque élus sur le bien fondé de ce rachat puis de cette vente. Ils les ont invités courtoisement au bon sens des responsabilités et à une vision d'avenir plus prometteuse qui fait cruellement défaut à ce jour.

Signataires :

[Collectif Gardons la ligne](#)

[Collectif Quicury](#)

[Collectif citoyen pour le développement de l'écomobilité sur les vallées Brevenne et Turdine](#)